

Tarifs de la Banque Postale

A vouloir singer les banques de la place..

Il aura fallu 6 ans aux dirigeants de la Banque Postale pour se conformer aux canons de la plupart des banques françaises : prends l'oseille et ne discute pas. La publication des tarifs 2017 de la seule banque de détail détenue à 100% par l'Etat en est la dernière démonstration. Certes moins chers que chez ses concurrentes, les prix affichés connaissent une forte inflation, à l'image des frais de tenue de compte qui passent de 1,5€ par trimestre à 1 euro par mois. Ce qui fait de l'argent facilement gagné avec près de 12 millions de comptes de dépôts. Ces tarifications, à l'image des commissions d'intervention qui apportent plusieurs milliards par an aux banques, seraient un moyen de préserver les bénéfices très confortables des banques (entre 3 et 6 milliards d'euros pour les cinq premières) en période de taux bas.

Une stratégie inadaptée aux caractéristiques de La Poste et aux besoins de la population

En quelques années, l'intérêt général a donc été oublié, foulé aux pieds pour satisfaire une politique de productivité et de «conquête» des portefeuilles des clients les plus aisés. Au programme, combler le «sous-équipement» des comptes, partir à la chasse aux clientèles «patrimoniales», s'attaquer au marché des «pros». A l'arrivée, on se retrouve avec une pression sans pareil sur les forces de vente, la «maîtrise» des effectifs et des objectifs financiers qui ne sont pas atteints.

Le réseau postal sous la coupe de sa banque

Cette stratégie repose aussi sur la fermeture massive de bureaux de poste de plein exercice, sans égards pour les attentes des populations comme récemment dans les grandes gares parisiennes ou dans les centres des grandes villes. Pour la Banque Postale seule compte la «surface financière» des clients du bureau, le potentiel pour ouvrir des crédits ou faire des placements. Pas besoin d'aller plus loin pour comprendre les raisons de la désertification postale des zones rurales et des quartiers populaires.

Des services bancaires «à la tête du client»

C'est encore la différenciation de traitement selon la capacité financière des détenteurs de comptes, notamment en fonction de leur notation interne par la Modalité de Service (MS) allant de 1 à 4 (4 étant les clients les moins intéressants). Une classification qui est utilisée pour la gestion quotidienne des comptes, comme l'octroi d'un découvert autorisé, le paiement d'opérations en dépassement (prélèvements et/ou chèques) et la gestion de la durée des découverts utilisés.

La Banque Postale qui se voulait devenir une vraie banque sans mimer les pratiques des autres banques aura loupé tous ses objectifs : pas plus rentable que si elle était restée «services financiers de La Poste», de plus en plus chère et surtout à des années lumières des attentes de ses millions d'utilisateurs.

Les conséquences de cette dérive sont claires et de nombreux usagers et élus se mobilisent actuellement pour y mettre un terme.

Paris le 27 décembre 2016

Evolution des effectifs de la maison mère 2012 - 2015

	2012	2013	2014	2015
Effectif total au 31/12 (en personnes physiques)	243 172	238 699	231 347	224 045
Variation / N-1	- 2 885	- 4 473	- 7 352	- 7 302
	Cumul 2012 - 2015			- 22 012
Fonctionnaires	122 493	115 491	109 013	102 591
CDI	104 188	106 926	107 014	106 481
CDD	16 491	16 912	15 320	14 973
Tx de fonctionnaires	50,37%	48,38%	47,12%	45,79%
Taux de CDD	6,78%	7,09%	6,62%	6,68%
Courrier	154 078	151 413	146 337	141 538
Colis	6 126	6 246	6 127	5 893
Services Financiers (LBP)	18 985	18 567	16 674	16 155
La Poste GP / Enseigne	58 755	57 428	57 383	57 145
Corporate	5 228	5 045	4 826	3 314
Effectif permanent (agents TP présents 365j)	186 259	181 320	176 103	169 853
Effectif mensuel moyen (En EAA)	222 059	218 941	212 077	204 420
Taux de féminisation	51,2	51,5	51,8	51,8
Age moyen	45,9		46,5	
	2012	2013	2014	2015
ENTREES	29 752	31 125	29 819	28 139
Embauches en CDI	5 211	5 298	4 525	3 588
Embauches en CDD	21 674	22 895	22 137	19 824
Intérim	2 867	2 932	3 157	4 727
Taux de précarité Embauches	82,49%	82,98%	84,83%	87,25%
SORTIES	7 760	9 444	9 289	9 312
Retraites	4 768	6 840	6 526	6 390
Démissions	1 479	1 216	1 384	1 569
Départs pendant essai	180	123	74	111
Licenciements	848	795	867	780
Révocations	37	23	34	30
Décès	448	447	404	432